

tion de loi relative aux expulsions de locataires : *Discussion générale* [17 avril 1951] (p. 3381, 3382); — des interpellations sur la politique économique et financière du Gouvernement : *Ses explications de vote sur la question de confiance posée sur le renvoi à la suite* [17 avril 1951] (p. 3396). — Pose à M. le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale une question relative au cumul de l'allocation de salaire unique et des pensions d'invalidité [20 avril 1951] (p. 3649). — Prend part à la discussion du projet de loi portant reconduction de la majoration des prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* [28 avril 1951] (p. 4138, 4139, 4140); Art. 1^{er} : *Demande de prise en considération du texte gouvernemental majorant de 20 0/0 seulement les allocations familiales, présentée par le Gouvernement* (p. 4146); *Contre-projet de Mme Poinso-Chapuis* [30 avril 1951] (p. 4332); *Renvoi à la Commission* (p. 4334); *Nouveau texte de la Commission* (p. 4335); Art. 1^{er} : *Amendement de M. A. Denis tendant à rajuster le montant des allocations de maternité* (p. 4336); *Amendement de M. Valentino tendant à majorer de 50 0/0 les allocations familiales des départements des territoires d'outre-mer* (p. 4339, 4340, 4341, 4343); *Renvoi du débat* (p. 4341); *Amendement de M. Gabelle tendant à majorer de 25 0/0 les allocations familiales* (p. 4342); *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 4346). — Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (*Discussion des majorations des prestations familiales*) [28 avril 1951] (p. 4149). — Prend part à la discussion d'une proposition de loi relative aux prestations familiales, en qualité de *Rapporteur* (*Application de la loi du 22 août 1946*) [12 mai 1951] (p. 5103, 5104, 5105); *Demande de renvoi à la Commission des finances présentée par le Gouvernement* (p. 5107, 5117); *Motion de censure de M. Duprat demandant l'application de la loi du 22 août 1946 avec suppression des abattements de zones* (p. 5121).

BOYSSON (M. Guy de), Député de l'Aveyron.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre de la Commission des affaires étrangères [17 décembre 1946] (p. 102), [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission de l'éducation nationale [17 décembre 1946] (p. 102).

Dépôt :

Le 8 mai 1947, un rapport au nom de la Commission de l'éducation nationale sur la proposition de résolution de M. Deixonne et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à hâter la conclusion des travaux de la Commission de la réforme de l'enseignement, n° 1273.

Interventions :

Son rapport au nom du 6^e Bureau sur les opérations électorales du département de la Moselle [28 novembre 1946] (p. 23). — Est entendu au cours du débat sur le projet de loi portant fixation du budget de reconstruction et d'équipement pour l'exercice 1947; Etat B: AGRICULTURE, Chap. 901: *Travaux d'équipement rural* [7 mars 1947] (p. 709); EDUCATION NATIONALE, Chap. 911: *Son amendement tendant à rétablir un crédit de 40 millions en faveur des auberges de la jeunesse* (p. 723, 724); *le retire* (p. 724); Chap. 912: *Son amendement tendant à rétablir ce chapitre relatif aux acquisitions des établissements nationaux d'éducation physique et sportive* (p. 726); *Le retire* (ibid.); Chap. 915: *Amendement de Mme Lempereur tendant à inscrire un crédit de 280 millions pour la construction et l'aménagement des collèges nationaux, centres régionaux et écoles préparatoires d'éducation physique et sportive* (p. 727); Chap. 918: *Son amendement tendant à rétablir les crédits pour les travaux d'équipement de la montagne* (p. 728); *le retire* (ibid.); Chap. 936: *Travaux pour l'enseignement supérieur* (p. 732); Chap. 948: *Son amendement tendant à reprendre les crédits accordés par le Gouvernement pour les travaux d'équipement sportif des universités et des établissements d'enseignement* (p. 738, 739); *le retire* (ibid.) — Participe à la discussion: du projet de loi tendant à la défense de la République: *Discussion générale* [29 novembre 1947] (p. 5273); — du projet de loi portant reconduction à l'exercice 1948 des crédits du budget 1947; Etat I: EDUCATION NATIONALE: *Discussion générale* [27 décembre 1947] (p. 6324). — Prend part à la discussion du projet de loi instituant un prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation: Art. 4 bis: *Son amendement tendant à réduire le prélèvement à partir de deux enfants à charge au lieu de trois* [3 janvier 1948] (p. 39). — Est

entendu au cours du débat sur la nomination du bureau de l'Assemblée nationale : *Ses explications de vote sur l'opposition de M. Duclos à la liste établie par les Présidents de groupe* [14 janvier 1948] (p. 158). — Est élu *Secrétaire de l'Assemblée nationale* [14 janvier 1948] (p. 159). — Donne sa démission de *Secrétaire de l'Assemblée* [15 janvier 1948] (p. 175). — Prend part à la discussion du projet de loi portant aménagements fiscaux : Art. 3 *ter* : *Ses explications de vote sur l'article permettant de déduire du bénéfice imposable le salaire versé par un exploitant à son conjoint* [22 avril 1948] (p. 2188) ; Art. 10 : *Impôt sur les bénéfices des professions non commerciales* (p. 2192, 2193) ; *Son amendement tendant à porter l'abattement à la base à 72.000 francs* [23 avril 1948] (p. 2220, 2221) ; *Son amendement tendant à ramener le taux de l'impôt à 16 0/0 pour le régime de la déclaration contrôlée du bénéfice net* (p. 2222). — Est entendu sur les propositions de la Conférence des Présidents (*Débat sur l'affaire palestinienne*) [27 avril 1948] (p. 2315). — Dépose une demande d'interpellation sur l'attitude du Gouvernement devant le conflit de Palestine [29 avril 1948] (p. 2383). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif aux écoles privées des houillères : *Discussion générale* [13 mai 1948] (p. 2582) ; *Prise en considération du projet gouvernemental* [14 mai 1948] (p. 2656). — Est entendu sur le procès-verbal (*Su réponse à M. Livry-Level*) [28 mai 1948] (p. 3048). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ratification de l'accord financier franco-libanais : *Discussion générale* [3 juin 1948] (p. 3158, 3159) ; *Ses observations sur le conflit palestinien* (ibid.) ; *Ses explications de vote sur l'ensemble* (p. 3161) ; — du projet de loi portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948 ; Etat A : EDUCATION NATIONALE, Chap 352 : *Mouvements de jeunesse et maisons de jeunes* [4 août 1948] (p. 5344) ; Chap. 355 : *Auberges de la jeunesse* (p. 5346, 5347). — Donne sa démission de Député [1^{er} septembre 1948] (p. 6435).

BRASARD (M. Charles).

Est nommé *Haut commissaire au ravitaillement* [11 décembre 1948] (*J. O.* du 11 décembre

1948] (p. 12067). — Donne sa démission de Haut commissaire au ravitaillement [13 octobre 1949] (p. 5764).

BRAULT (M. Armand), Député de l'Oise.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 39). — Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale [17 décembre 1946] (p. 103) ; de la Commission du ravitaillement [21 janvier 1947] (p. 27) ; de la Commission de la reconstruction et des dommages de guerre [4 février 1947] (p. 148), [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348) ; de la Commission de la presse [26 janvier 1948] (p. 195), [17 janvier 1950] (p. 300), [23 janvier 1951] (p. 348)

Dépôts :

Le 20 janvier 1949, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à reprendre entièrement à sa charge le collège technique de Beauvais, cette ville ne pouvant continuer à faire face aux importantes dépenses que lui crée la marche de l'établissement, n° 6117. — Le 9 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 50 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans les cantons de Creil, Clermont, Liancourt, et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, n° 10238. — Le 12 juin 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de 25 millions, les victimes de l'orage survenu dans la vallée de l'Oise dans la nuit du 6 au 7 juin, notamment dans la petite commune de Maysel, et à prendre toutes mesures propres à indemniser les sinistrés, ainsi qu'à les exonérer des impôts afférents à l'année 1950, n° 10245. — Le 13 juillet 1950, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à indemniser, par l'octroi d'un premier secours de trois milliards, les victimes du typhon survenu dans la vallée de l'Oise